Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF
SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — 10 mars 2020

LE CHANGEMENT A PORTEE DE BULLETIN DE VOTE

Après 6 années de marasme, de jour en jour la volonté des fécampois enfle de « remercier » l'équipe de droite conduite par Mme Poussier-Winsback pour son incompétence et de sanctionner en même temps la candidate d'Edouard Philippe et d'Emmanuel Macron

Patrick Jeanne est aujourd'hui le seul en mesure de battre les candidats de la droite et de la Macronie, afin de refermer la parenthèse terne que vient de vivre Fécamp durant les 6 dernières années, comme en témoigne la balade en photo dans les rues de notre ville que vous propose aujourd'hui ce numéro du Rouge-Gorge

En faisant le choix, avec Patrick Jeanne, de bâtir une liste d'union rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie, le Parti Communiste Français a apporté une contribution décisive pour construire à Fécamp une alternative crédible, qui a une vraie chance de l'emporter ce 15 mars

De même, les innombrables discussions qui ont été menées avec les fécampoises et les fécampois, que ce soit dans le cadre du collectif « A vous de décider », dans les manifestations contre la réforme des retraites, sur les ronds-points l'année dernière, lors du porte-à-porte dans les rues de Fécamp, lors des réunions communes entre militants du PCF, du PS, d'EELV-les Verts, de GénérationS, des radicaux de gauche et les personnalités de la société civile fécampoise, a permis de faire émerger un projet particulièrement bien étoffé, que nous avons mis en ligne, pour faire de Fécamp un modèle de transition vers une ville durable, sociale et solidaire

Aujourd'hui, la victoire est à portée de nos bulletins de vote si chacune et chacun d'entre vous fait le nécessaire pour convaincre, dans son entourage, les derniers indécis et leur demander d'aller voter pour la liste « Pour Fécamp », la liste conduite par Patrick Jeanne. Ce travail, chacune et chacun d'entre nous peut le faire. Alors, on le fait ! Car tout va se jouer ces jours-ci. Nous comptons sur vous pour faire passer ce message autour de vous

votez utile pour Fécamp, votez utile pour les travailleuses et les travailleurs fécampois. Votez le 15 mars pour la liste d'union de la gauche menée par Patrick Jeanne.

AU SOMMAIRE :

Page 2 et 3 : promenade dans Fécamp... et dans le bilan de la municipalité sortante

Page 4 et 5 : comment la mairie de Dieppe a réussi à booster l'emploi

Page 6 : gratuité des transports, l'exemple de Clermont-Ferrand

Page 7 : gestion municipale de l'eau, l'exemple de Rennes

Page 8 : les engagements de la liste « Pour Fécamp »

Page 9 : Rosie, ouvrière riveteuse

Ils soutiennent la liste d'union de la gauche à Fécamp

Le programme complet de la liste « Pour Fécamp » conduite par Patrick Jeanne

Les vidéos de présentation des candidat-es de la liste « Pour Fécamp »

Se promener dans une ville, c'est aussi se promener dans le bilan de son équipe municipale. Chacun se souvient qu'en 2014, la rénovation de la voirie et la propreté de nos rues figuraient parmi les principales promesses de la candidate de droite, Mme Poussier-Winsback. 6 ans après, qu'en reste-t'il ? Nous vous restituons aujourd'hui les paroles des fécampois que nous avons croisés ces derniers jours, dans les rues de notre cité. Sans filtre.

BALADE DANS FECAMP APRES LA PLUIE

La rue Jacques Huet
6 ans pour refaire une rue...
Pour une rue refaite, combien ont été laissées à l'abandon ?

"Si ils mettent des caméras dans ce parking, ils n'auront que des canards à filmer, vues les mares de flotte qu'on y trouve dès qu'il pleut un peu"

rue de la cascade : "Ne m'en parlez pas ! J'ai éclaté un pneu dans cette f... rue !"

"Quand on roule dans Fécamp, on a l'impression d'avoir des roues carrées"

"Place Bigot : ma belle-mère y est tombée en novembre dernier et il a fallu que je l'amène aux Urgences de l'hôpital"

"Celà faisait 3 ans que je n'étais pas revenue à Fécamp. C'est incroyable de voir à quel point çà s'est dégradé"

"Pour aller chercher ses enfants à l'école, c'est vraiment la croix et la bannière pour rouler sur les trottoirs quand on a un landeau à pousser ..."

rue de la cascade : "faut vraiment être cascadeur pour rouler dans cette rue là !"

la rue de la cascade et ses trous, vue depuis la caisse d'allocations familiales de Fécamp

BALADE DANS FECAMP APRES LA PLUIE

Monoprix abandonné

Monoprix livré aux spéculateurs, alors qu'il aurait suffit que la mairie fasse une pré-emption sur le bâtiment pour bloquer les appétits des rapaces de l'immobilier

L'accès au Centre Médico-Psychologique. De quand date sa dernière réfection ?

Rue Léon Dégenétais et toutes ses rustines de goudron

L'armée française envisage de racheter la rue Félix Faure pour en faire un champ de manoeuvres pour tanks

Un des trottoirs du boulevard Gambetta, pris au hasard

Place du général Leclerc

La rue des limites paroissiales

La rue Camille Albert, qui mène du boulevard Gambetta vers la gare SNCF

Face au chômage, une mairie n'est pas forcément impuissante, pour peu que l'équipe municipale soit dynamique et compétente. La preuve par Dieppe et son maire communiste

BOOSTER L'EMPLOI, C'EST POSSIBLE, LA PREUVE À DIEPPE !

Dans un contexte économique difficile et alors que les collectivités font les frais des politiques d'austérité, la municipalité de Dieppe maintient et développe de nouvelles activités. Des centaines d'emplois, conservés ou créés, à la clé.

REPORTAGE

« La mer, c'est l'histoire, l'identité de Dieppe, et des milliers d'emplois sur l'agglomération. » Son avenir, donc. Dominique Patrix sait de quoi il parle. Il est certes adjoint à la pêche dans l'équipe de Nicolas Langlois, le maire. Mais c'est aussi un pêcheur. La mer fait vivre la ville pour une bonne part. « Plus de 2 000 emplois », précise Dominique Patrix, dont 200 marins. La coquille Saint-Jacques est l'activité principale des pêcheurs dieppois. On trouve deux ou trois chalutiers dans le port, mais guère plus, et de petite taille. Pas de quoi rivaliser avec les grands bateaux-usines venus du Nord, des Pays-Bas pour l'essentiel. « 80 % de nos bateaux mesurent 12 mètres, pas plus », précise l'adjoint à la pêche. Ce qui n'empêche pas les Dieppois de fêter en grand le début de la saison des Saint-Jacques, chaque mois de novembre, lors de la Foire au hareng. La pêche, et le transmanche aussi. Dieppe est une destination prisée des Anglais. Et même si le Brexit devient concret, il ne suscite pas d'inquiétude majeure pour l'instant. « On commence à le sentir un peu », nuance Sandrine, agent à la gare maritime, d'où partent et arrivent les ferries pour la Grande-Bretagne. « Je travaille ici depuis 14 ans, et il y a toujours eu des périodes creuses. Les Anglais nous aiment bien », assure-t-elle.

Face à la crise, au Brexit, comment la municipalité dieppoise soutient-elle l'activité économique et l'emploi ? En 2008, après un mandat de la droite, le communiste Sébastien Jumel était élu maire de Dieppe. Réélu en 2014, devenu député en 2017, c'est son premier adjoint, Nicolas Langlois, qui l'a remplacé depuis presque trois ans en tant que premier magistrat de la ville. Les deux élus communistes et toute la majorité municipale travaillent de plus belle au développement de leur ville.

« Pour le Brexit, il a fallu qu'on s'adapte à quelque chose dont on ne connaissait ni les tenants ni les aboutissants », explique le maire, Nicolas Langlois. « L'Union européenne comme la France ne savaient pas où elles voulaient aller. Du coup, dans un consensus avec toutes les autres collectivités concernées, nous avons fait en sorte que le ferry continue de proposer les mêmes services. Il a donc fallu faire des aménagements sur le port, anticiper les investissements, de façon à ce que le trafic puisse venir ensuite. Ça a été un vrai combat politique. »

L'USINE SAIPOL EN RECONSTRUCTION

La présence de Sébastien Jumel à l'Assemblée nationale renforce le poids de Dieppe dans la région. Car, la ville ne gère pas seule son port... Le vrai patron, c'est la région. « On a été rattachés à Ports de Normandie l'an dernier », confirme David Massere, officier de port. « Nous, on est l'État sur la place portuaire », explique-t-il au sujet de son travail, au milieu de tous les autres acteurs publics et privés. « Sur le port lui-même, la ville n'a pas vraiment la main. En revanche, sur l'attractivité de la ville, la municipalité a fait beaucoup. On est une ville délaissée », déplore-t-il. « Les gros projets se font à Rouen ou au Havre. Il n'y a pas de projets économiques de l'État pour les petites villes. » D'où, selon lui, l'importance des combats menés par l'équipe municipale. « Ils ont réussi à garder la trésorerie et le tribunal, par exemple. Sans tous ces »

« Ils ont réussi à garder la trésorerie et le tribunal, par exemple. Sans tous ces efforts, tout disparaîtrait. »
DAVID MASSERE, officier de port

Dominique Patrix, pêcheur, Julie Anger, infirmière à l'hôpital de Dieppe, et Cyrille Leconte, patron du Tout va bien, plébiscitent une politique municipale qui protège l'activité du port, l'hôpital et les commerces du centre-ville.

efforts, tout disparaîtrait. » L'officier de port souligne également le vieillissement de la flotte. « Si l'État ne s'investit pas, ça va être compliqué. » Et il souligne dans ce contexte les interventions tant de la municipalité que du député de la circonscription. Il y a deux ans, l'usine d'extraction d'huile végétale Saipol explosait. « Sébastien Jumel avait alors immédiatement appelé le ministre, qui lui avait assuré que l'usine redémarrerait », raconte David Massere. Les travaux de reconstruction ont effectivement redémarré.

60 POSTES DE CHEMINOTS PRÉSERVÉS

Cheminote, déléguée syndicale SUD rail, Laetitia Legrand a, elle, été marquée par l'implication de la municipalité pour la ligne de chemin de fer. « Il y a eu une très forte mobilisation, assure-t-elle, qui nous a permis d'obtenir la réouverture d'un aller-retour direct entre Dieppe et Paris le week-end. » Une première victoire, qui éloigne la perspective d'une fermeture pure et simple de la ligne qui emploie encore une soixantaine de cheminots... et évite un enclavement de la ville. « Nous voulons obtenir des trains en semaine également, précise la cheminote. Il nous en faudrait assez pour que nos étudiants puissent aller à Paris. »

Syndicaliste FO, infirmière à l'hôpital de Dieppe, Julie Anger a décidé de s'engager de façon militante dans la campagne pour la liste conduite par Nicolas Langlois. « L'hôpital, c'est le plus gros employeur de la ville », rappelle-t-elle. Il compte en effet 1800 salariés sur la cité, et rayonne sur un bassin de 170 000 habitants. La municipalité communiste a ainsi appuyé les batailles du personnel pour titulariser les contrats précaires. 160 d'entre eux ont ainsi été « déprécarisés ». « Les élus nous soutiennent vis-à-vis de l'agence régionale de santé (ARS). Et Sébastien Jumel porte notre voix à l'Assemblée nationale », se réjouit-elle.

Quand on se rend à Dieppe, il ne faut pas une demi-heure pour entendre ce qui fait la fierté de ses habitants ces derniers mois : son marché du samedi, situé sur la Grande Rue, a été classé l'an dernier comme « 2e plus beau marché de France ». C'est aussi le résultat d'une politique municipale visant à maintenir le centre-ville vivant, attractif et accessible à tout le monde. Les commerçants eux-mêmes ne peuvent que s'en réjouir, à l'instar de Cyrille Leconte, directeur du Tout va bien, restaurant au départ du quai Henri-IV. « La municipalité a créé pas mal d'animation dans le centre-ville, et c'est assez dynamique. Le retour des trains directs de Paris, c'est très positif aussi », assure-t-il. « Tous les projets qui se montent, ils essaient de les encourager », ajoute encore le directeur de ce restaurant qui emploie 14 salariés.

Un nouveau cinéma a vu le jour à côté de la gare, que la mairie a doté d'un parvis « au lieu d'un parking », précise le maire, Nicolas Langlois. Un centre océanographique doit également voir le jour, soutenu par la mairie, et il devrait attirer de nouvelles entreprises. Le maire insiste sur son engagement d'élu communiste. « Le cœur de notre combat, ce sont les gens. Quand on met l'humain au centre de notre politique, on ne succombe pas aux modes qui font déménager les services publics ou qui disent que l'industrie appartient à des temps révolus. Il n'y a que les élus communistes pour résister à ça, avec toute la population. »★

Laetitia Legrand a été marquée par l'implication de la municipalité pour la ligne de chemin de fer et qui « nous a permis d'obtenir la réouverture d'un direct entre Dieppe et Paris le week-end. »

DIEGO CHAUVET
dchauvet@humadimanche.fr
PHOTOS : JÉRÔME LALLIER

SC

CYRIL CINEUX, ADJOINT AU MAIRE SORTANT CHARGÉ DES TRANSPORTS À CLERMONT-FERRAND (1)

« LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS, DIFFICILE DE FAIRE MIEUX EN TERMES D'EFFICACITÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE »

Des transports gratuits pour tous, c'est la proposition qui monte pour les municipales. À Clermont-Ferrand, les communistes ont été les fers de lance de ce combat en passe d'aboutir.

La gratuité des transports, à Clermont-Ferrand, vous allez vraiment le faire ?

Oui. C'est une bataille que les communistes de Clermont portent depuis 2013. Nous avons imposé cette question dans les instances et dans l'espace publics, au plus près des citoyens. Cela nous a permis de mener, sous le mandat actuel, de premières expériences : bus de nuit gratuit, gratuité partielle des vélos en libre-service. Nous pouvons passer dès maintenant à la gratuité des transports le week-end : c'est ce que nous ferons. Cela nous permettra de préparer le passage à la gratuité totale, qui nécessite notamment de « muscler » notre réseau pour absorber la hausse prévisible de la fréquentation, de l'ordre de + 30 % en semaine et + 50 % le week-end. L'objectif est de tout mettre en place en 2025. Nous serions alors, avec 300 000 habitants, la plus grande agglomération de France à le faire.

Économiquement, c'est donc jouable ?

La gratuité des transports telle que nous la concevons est la même que celle qui nous permet de marcher sur le trottoir ou rouler sur des pistes cyclables sans payer un ticket pour cela. C'est donc avant tout un choix politique, et qui dit choix dit qu'il faudra porter l'effort budgétaire sur ce domaine plus que sur d'autres. Mais attention : un euro investi dans les transports gratuits permet de transporter beaucoup plus de monde que le même euro mis dans des transports payants. Difficile de faire mieux en termes d'efficacité de la dépense publique dont on nous parle tant !

Qu'est-ce que cela changera ?

La gratuité des transports ne règle pas tout, évidemment. Mais elle percute de nombreux champs : l'environnement, le pouvoir d'achat des ménages, la mixité sociale… C'est le droit au même service pour tous. C'est la possibilité d'une transformation urbaine : la réduction de l'omniprésence et de l'omnipotence de la voiture ouvre sur l'apaisement des circulations, la végétalisation des espaces…

N'y a-t-il pas un risque de voir les gens délaisser le vélo ou la marche ?

Certains l'affirment, mais ils ne s'appuient sur aucune étude sérieuse. Avec des transports gratuits, des jeunes arrêtent de faire 1 km à pied, sac au dos, pour aller au collège ou au lycée. C'est un scandale ? Non, c'est un progrès. Il ne faut pas opposer les modes de transport alternatifs entre eux. Moins de stationnements, c'est plus d'intermodalité avec de meilleurs trottoirs, des pistes cyclables sécurisées… On transforme les usages. Les commerçants, qui pensent « pas de parking, pas de business », se rendent compte qu'en fait c'est un plus pour le business car, en voiture, il est toujours plus simple d'aller dans les supermarchés en périphérie.

Aujourd'hui, la gratuité existe surtout dans des villes de droite. C'est une question apolitique ?

Non. Transpartisane, peut-être, mais pas apolitique ! C'est un combat pleinement communiste. Il s'agit d'utiliser les moyens financiers pour répondre aux besoins des populations. Et c'est une autre vision de la ville, où l'on peut échapper au règne du tout-marchand, où le rapport à l'autre ne passe pas par son porte-monnaie. Enfin, l'État a ses responsabilités. On ne peut pas parler de transition écologique et refuser de mettre un kopeck pour la gratuité. Le groupe communiste à l'Assemblée nationale a déjà déposé un projet de loi dégageant de nouvelles voies de financement. Les territoires ne doivent pas être les seuls à faire l'effort. Il faut exiger de l'État qu'il apporte sa contribution. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR OLIVIER CHARTRAIN

ochartrain@humanite.fr

(1) Candidat sur la liste « Naturellement Clermont » de la gauche rassemblée (PS, PCF, EELV, Génération-s…).

YANNICK NADESAN, CONSEILLER MUNICIPAL DÉLÉGUÉ À L'EAU (PCF) DE RENNES, PRÉSIDENT DE LA SPL

« EN PASSANT À UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU, NOUS AVONS D'ORES ET DÉJÀ ÉCONOMISÉ 3 MILLIONS D'EUROS PAR AN »

En 2015, Rennes, en Bretagne, a confié la gestion de l'eau à une société publique locale (SPL) après 130 années de gestion privée. Avec un bilan plus que positif en termes d'efficacité, d'écologie et de coût.

Pourquoi la municipalité de Rennes a-t-elle fait le choix d'abandonner la gestion privée ?

Nous avons décidé de passer en gestion publique directe de l'eau afin de permettre un usage différent de cette ressource, plus respectueuse de l'environnement. L'idée était aussi de mettre fin aux dérives inhérentes à une gestion privée. Le but d'une entreprise privée est avant tout de réaliser des profits, et donc de produire un volume d'eau maximum. Sur notre territoire, contraint en eau, c'était devenu très problématique et il nous fallait donc économiser la ressource. Dans un système privé, le résultat de l'activité économique sert en partie à rémunérer les actionnaires. Il fallait mettre fin à cette perte de richesses pour la collectivité. Enfin, nous voulions être solidaires avec les territoires plus petits et moins urbains qui nous entourent et qu'à partir de la ville il soit possible de diffuser tout le travail politique d'ingénierie et de mise en place d'outils de gestion publique. Toutes ces raisons nous ont amenés à créer cet opérateur de l'eau en « société publique locale ». Avec ce modèle, 100 % de l'argent généré retourne au service public et ainsi à la gestion et à la protection de l'eau.

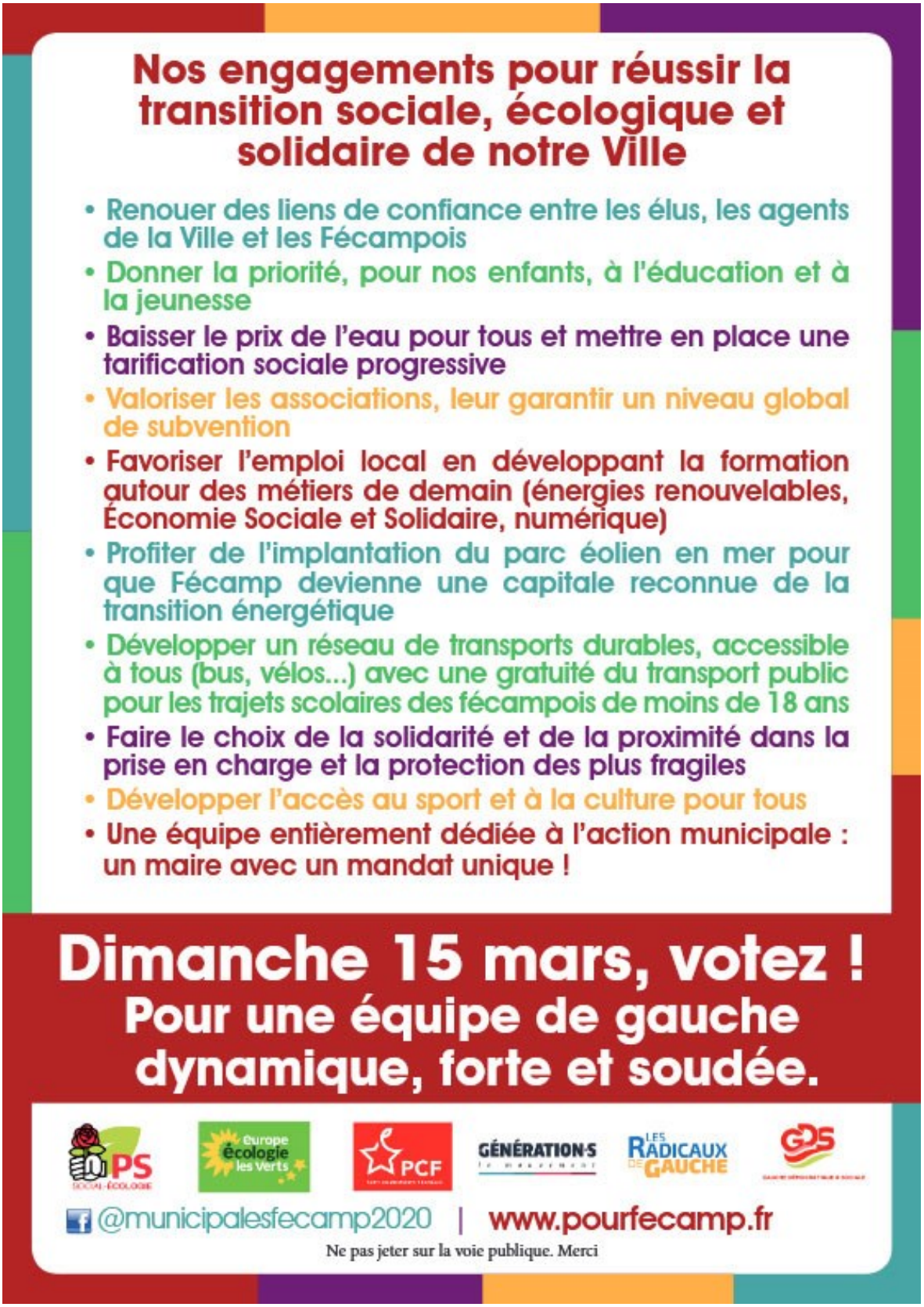
Quel bilan en tirez-vous ?

Les résultats obtenus sont encore plus favorables que prévu : 3 millions d'euros par an ont d'ores et déjà été économisés par rapport à l'ancien modèle. Ils servent à augmenter nos investissements. C'est absolument nécessaire pour améliorer les usines et les rendements, ainsi que le renouvellement des canalisations en eau et des équipements. Nous avons aussi pu maintenir le prix de l'eau, qui n'a pas augmenté depuis 2014. Nous avons travaillé à limiter les écarts de prix entre les territoires. Sur une facture moyenne, il y avait parfois d'une commune à l'autre des différences de plus de 150 euros par an. Aujourd'hui, nous sommes quasiment à zéro euro, en baissant fortement le prix sur les territoires les plus ruraux, là où ils étaient auparavant les plus élevés. Enfin, nous avons gagné en efficacité par rapport à l'ancien modèle, qui était obsolète. Une partie de notre réussite tient aux salariés de Veolia qui ont été intégrés dans la société publique locale. En les plaçant au cœur de l'entreprise et en valorisant leur savoir-faire, nous avons obtenu des gains de productivité extraordinaires. La démonstration a ainsi été faite qu'une gestion publique sérieuse était pertinente d'un point de vue écologique et efficace sur le plan économique.

La gestion publique de l'eau est-elle un levier face à la crise climatique ?

La question écologique était au cœur de notre prise de décision. Le sujet de l'eau ne relève pas d'une question technique, comme on l'entend trop souvent. C'est avant tout une question politique majeure, au cœur des stratégies de développement durable d'un territoire. Se préoccuper de l'eau, c'est se préoccuper de la biodiversité, de la pollution liée aux activités humaines et donc de la refonte de nos modèles économiques. Nous avons surmonté trois années de sécheresse grâce à notre gestion publique de l'eau, qui a permis de développer une stratégie de défense et d'anticipation. De manière assumée, cela s'est fait en partie au détriment de la performance économique immédiate afin d'assurer une gestion durable de la ressource sur le long terme. Avec un opérateur privé sur lequel nous n'avions pas la main, le pilotage aurait été plus défavorable au développement durable. La gestion publique est une gestion écologique.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARION RIVET



La page facebook de la liste « Pour Fécamp »

Les vidéos des candidat -es sur YouTube

Retrouvez l'intégralité de notre programme en cliquant sur ce lien

Rosie le riveteuse

Ce 8 mars, journée internationale de la femme, a été un peu éclipsée par le battage médiatique autour du coronavirus. Mais pas pour les communistes, qui tiennent ici à rendre hommage à toutes celles qui se battent pour le respect et la dignité, faisant ainsi progresser notre société vers plus de civilisation et d'humanité

L'une des caractéristiques majeures de ces dernières années a été incontestablement l'irruption massive des femmes dans les luttes sociales. Gilets jaunes, avocates, infirmières, femmes d chambre sont venues amplifier les combats des mouvements féministes, amenant une prise d conscience nouvelle sur les multiples liens entre travail et domination des femmes.

Pour la chercheuse Aurore Kœchlin, (lire son bouquin « la révolution féministe » aux éditions Amsterdam), nous assistons actuellement, depuis le mouvement #MeToo et la déferlante des manifestations #NousToutes qui a vu défiler 50 000 personnes à Paris le 24 novembre 2019, à la 4ème vague féministe. Avec des formes d'actions qui marquent les esprits, comme le mouvement des Rosies, en référence à l'image de propagande américaine pendant la dernière mondiale « Rosie la riveteuse », qui est aujourd'hui devenue une icône : celle d'une femme forte qui se revendique l'égale des hommes.

Un peu partout, dans les manifestations d'aujourd'hui, on voit désormais fleurir ces chorégraphies de femmes en bleu de travail, fichu rouge et gants de vaisselle jaunes qui caricaturent avec humour la double journée des femmes, au travail et à la maison. Caricature que les députés de droite se sont empressés de dénoncer (bêtement) en les qualifiant sur Twitter de « petites connes » qui auraient donné un « spectacle indigne », « ignoble, pathétique ». On évoquera également le comportement de la secrétaire d'Etat chargée de l'égalité des femmes et des hommes , qui a récemment asséché les subventions aux associations féministes, comme l'AVTF (= l'Association Européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail). Sans parler de Christophe Castaner et de sa police, qui n'en sont plus à une bavure près, et qui ont chargé des manifestantes ce 7 mars. Pour le PCF, ce sera juste un grand « merci les Rosies » !

Et pour en savoir plus sur la journée internationale des femmes, nous conseillons à Christophe Castaner, Marlène Schiappa et aux députés de droite d'aller jeter un œil sur Wikipédia, qui n'est pas si mal fait...